

Lettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies :

Comme vous le savez certainement, étant donné votre honorable et haute responsabilité, le gouvernement des États-Unis a unilatéralement entrepris, avec le soutien de gouvernements incompetents et de minorités politiques de notre pays, une série d'agressions économiques, politiques et psychologiques planifiées et astucieuses contre la population vénézuélienne afin de produire "un changement de régime", qui en termes réels n'est que le renversement du gouvernement que nous, les Vénézuéliens, avons élus dans l'exercice de nos droits souverains, dans des élections libres, universelles et secrètes ; conformément à nos lois et dans l'exercice de notre autodétermination en tant que nation.

Initié en 2015, sous l'administration du président Obama, avec la publication du fameux décret présidentiel selon lequel notre pays, notre peuple, représenterait "une menace inhabituelle et extraordinaire" pour la sécurité des États-Unis, qui est précisément la puissance militaire la plus dangereuse que l'humanité ait jamais connue, la même qui, en soixante ans seulement, a provoqué dans le monde pas moins de 201 guerres classiques, sans parler des conflits créés par la guerre dite hybride ou à faible intensité. Depuis lors, le siège et la destruction de notre État-nation ont été officialisés et devraient être légalisés devant le monde. Ces agressions ont été exacerbées, comme vous le savez bien, depuis l'élection de M. Donald Trump, qui, en moins de deux ans, a accru l'hostilité économique et financière pour étouffer l'État vénézuélien et affamer la population. Tout cela à la lumière du jour et devant cette honorable institution dont la raison d'être est d'empêcher le retour de la guerre, précisément en faisant respecter le droit international. Ces dernières heures, le président Trump a officialisé le pillage des biens nationaux et menace les pays partenaires, mettant en danger la sécurité de 30 millions d'habitants. Les conséquences de cet acte criminel atteignent, comme prévu, des limites brutales et inhumaines, empêchant l'accès à la nourriture, aux médicaments et aux biens importés essentiels, y compris les traitements médicaux d'urgence et les pièces de rechange essentielles au travail collectif. Personne n'échappe à leur portée. Nous tous, enfants et personnes âgées, hommes et femmes, partisans et opposants du gouvernement, sommes victimes de cette attaque ignoble,

contraire à l'ordre juridique qui régit les Nations Unies et aux principes fondamentaux et droits de l'homme.

Tout au long de notre histoire, aucun gouvernement vénézuélien n'a envoyé ses forces armées pour attaquer qui que ce soit, sauf pour libérer ses frères du premier colonialisme envahissant. Comme notre Libérateur l'a dit à l'agent diplomatique étatsunien Baptist Irvine : "Je ne permettrai pas que le gouvernement et les droits du Venezuela soient outragés ou méprisés. En les défendant contre l'Espagne, une grande partie de notre population a disparu, et le reste de la population est impatient de mériter le même sort. Il en va de même pour le Venezuela de lutter contre l'Espagne comme contre le monde entier, si tout le monde l'offense"....

Nous croyons au règlement pacifique des conflits. Nous n'avons jamais été, nous ne sommes pas, et nous ne serons jamais, une menace pour aucun peuple dans le monde, et nous n'avons pas l'intention de dominer ou d'exploiter quiconque. Au contraire, parmi nous vivent des millions de frères et sœurs venant de toutes les parties de l'Amérique et du monde qui représentent presque un quart de notre population.

Nous ne croyons pas que le peuple des États-Unis ait donné à son gouvernement le mandat d'attaquer et d'envahir d'autres pays. Ces gouvernements l'ont fait, et pourtant ils le font au nom d'un destin manifeste qui représente, comme l'a prédit Simón Bolívar, la véritable menace pour notre Amérique, qui, au cours des 150 dernières années, a été en proie à la dictature et à la misère au nom de la liberté.

C'est pourquoi, Monsieur Guterres, nous vous écrivons pour que, en votre qualité de Secrétaire général des Nations Unies, non seulement vous élevez la voix face à une agression aussi injuste et vile, mais aussi pour exiger que le Venezuela soit protégé de ce crime inhabituel, car ce sont l'ordre international et les lois qui ont préservé l'humanité des conflits planétaires qui vont succomber. C'est pourquoi nous demandons, en tant que pays membre, que le système des Nations Unies exige la cessation de cette agression brutale contre le Venezuela et active les mécanismes existants pour la protection du peuple vénézuélien, et garantisse le plein droit de tous les habitants de notre pays au développement humain et à la pleine vie.